

Étranger 21

Etats-Unis/Affaire russe

# Trump "désireux" de parler au procureur spécial

AFP  
Washington/États-Unis

*Déclaration de son procureur Ty Cobb lors d'un entretien à la télévision CBS.*

Donald Trump a très envie de répondre aux questions du procureur spécial Robert Mueller chargé de l'enquête sur une possible collusion entre son équipe de campagne et la Russie, a déclaré l'avocat du président américain.

Cet avocat, Ty Cobb, a déclaré que M. Trump était "très désireux de s'asseoir et apporter toutes les réponses possibles aux questions que le procureur spécial" pourrait lui poser, selon des extraits d'un entretien à la télévision CBS diffusés hier.

"Il a très envie d'expliquer au procureur spécial... de dire ce qui est nécessaire pour que cette enquête puisse être bouclée", a souligné l'avocat du président, qui a toujours démenti avec véhémence toute collusion avec la Russie pour faire pencher la balance en sa faveur pendant la présidentielle de 2016 et a souvent dénoncé l'enquête comme une "chasse aux sorcières".

M. Cobb estime "qu'il n'y a aucune raison que cette enquête ne soit pas conclue



Photo : AFP

**Le président Donald Trump opère un revirement en marquant sa disponibilité à parler au procureur spécial, après avoir jugé "improbable qu'il y ait même un entretien" avec lui.**

rapidement", ce qui veut dire à ses yeux "dans les quatre à six semaines".

Il a aussi exprimé l'espoir que le procureur ne tentera pas seulement de piéger le président en tentant de le faire se contredire.

Il y a une semaine, lors d'un point de presse, Donald Trump lui-même avait jugé "improbable qu'il y ait même un entretien" avec l'ancien directeur du FBI, nommé procureur spécial l'année dernière pour tenter de faire la lumière sur d'éventuels liens entre la campagne du milliardaire new-yorkais et le pouvoir russe.

Si l'ingérence de Moscou

dans les élections - notamment sous forme de piratages informatiques ou de diffusion de fausses informations - ne fait pas de doute aux yeux des services de renseignement et de la majorité de la classe politique, en revanche aucune des enquêtes en cours - que ce soit celle menée par M. Mueller ou celles du Congrès - ne semble avoir pour l'heure permis de prouver une coopération délibérée de l'équipe du candidat Trump et Moscou.

L'enquête de Robert Mueller a déjà débouché sur l'inculpation de l'ancien directeur de campagne de M. Trump, Paul Manafort, et la promesse de Michael Flynn, ancien conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, de coopérer. Steve Bannon, qui a succédé à M. Manafort dans la dernière ligne droite qui a mené à la victoire surprise et a ensuite été un très proche conseiller du président avant de tomber en disgrâce, a été cité à comparaître par le procureur spécial, selon la presse.

Il était interrogé à huis clos mardi par la Commission du renseignement de la Chambre des représentants mais a refusé de répondre à de nombreuses questions, selon les élus présents.

## Bénin/Justice

# La Cour constitutionnelle rejette une loi supprimant le droit de grève dans la Fonction publique

AFP  
Cotonou/Bénin

LA Cour constitutionnelle béninoise a jugé hier "non-conforme à la Constitution" une loi excluant du droit de grève certains secteurs de la Fonction publique, qui avait suscité une grogne sociale dans le pays d'Afrique de l'Ouest, a déclaré à l'AFP une source au sein de la Cour.

La juridiction suprême béninoise "a déclaré non-conforme à la Constitution la loi sur le retrait du droit de grève", a affirmé cette source jointe par téléphone, qui s'exprimait sous couvert d'anonymat.

"Elle demande que les députés légifèrent pour encadrer le droit de grève, plutôt que de le supprimer", a-t-elle précisé.

La Cour constitutionnelle doit désormais notifier de manière officielle sa décision au président de la République, une notification qui devrait intervenir la semaine prochaine, a estimé



Photo : AFP

**La décision de la Cour constitutionnelle constitue un camouflet pour le président Patrice Talon qui avait personnellement défendu cette loi.**

cette source.

Le Parlement béninois avait voté le 28 décembre 2017 une loi controversée qui excluait du droit de grève militaires, gendarmes, policiers, ainsi que les personnels de la santé et de la justice.

La loi a été défendue début janvier par le président Patrice Talon, évoquant des "choix qui, quoique diffi-

ciles, sont nécessaires au redressement de notre pays".

"Il faut encore que l'État, dans son organisation, dans sa gestion, dans son administration et dans le comportement de ses agents rende attrayant et compétitif notre environnement économique et social", avait-il souligné.

Mais les principaux syndicats de la Fonction publique, peu convaincus, ont lancé cette semaine une grève générale de trois jours qui a été plutôt bien suivie, notamment dans les tribunaux, les établissements scolaires et les hôpitaux du pays.

Le Bénin a connu ces derniers mois une série de mouvements sociaux pour protester contre la politique économique du président.

Patrice Talon, un ancien homme d'affaires qui a fait fortune dans le coton, a engagé le Bénin, petit pays d'Afrique de l'Ouest, dans la voie des réformes libérales pour tenter de faire face au ralentissement de l'économie.

**Div Sortir** Restaurants • Salons de Thé • Boîtes de nuit...



**Menu du jour 12 000**  
1 entrée + 1 plat + 1 dessert

**Vendredi**  
**Mix grill et Orchestre**  
• 19 500 adultes  
• 14 000 enfants

**Dimanche**  
**Formule petit déjeuner 10 000**  
**Buffet Familial :**  
• 24 000 adultes  
• 14 000 enfants

Tél. : 07 17 17 77 - 05 08 88 88

**CASINO CROISSETTE**  
LE LOUNGE & LES JEUX  
**Jeudi 25 Janvier**  
à partir de 22h

En prémices au CARNAVAL  
**Spectacle Brazil**  
"SAMBA et CAPOEIRA"

Réservation tous les jours à partir de 18h sur place ou tél. : 06 78 44 89

**Magnolia**  
Café, Restaurant et Pizzeria  
**Ouvert**

Tél: 01 74 27 20  
02 52 62 64

Situé à Oloumi  
dans la Galerie XANADOU  
(avant Uncle Sam)

**Lynn's** RESTAURANT  
SPÉCIALITÉS ORIENTALES & EUROPÉENNES  
PIZZERIA - FASTFOOD  
LIVRAISON À DOMICILE

**PLAT DU JOUR**  
6 000 F CFA

QUARTIER GLASS  
03 19 33 33 - 02 95 33 33

POUR VOS PUBLICITÉS



Contacts :

Tél : 04 10 03 91

07 17 34 20